

Agriculture Jeudi 10 novembre 2011

Marché du lait: la crise s'aggrave

Par Patricia Briel

Coop, Migros et Emmi baissent le prix du lait: des agriculteurs accusent leur interprofession Coop, Migros et Emmi baissent le prix du lait. Des agriculteurs accusent l'interprofession d'être inefficace

La crise s'aggrave sur le marché du lait. Ce que nombre de producteurs redoutaient est arrivé: depuis le 1er novembre, les prix du lait ont baissé de manière substantielle. Des agriculteurs dénoncent une interprofession (IP Lait) incapable selon eux de défendre leurs intérêts, et accusent l'industrie des produits laitiers de les étrangler.

En septembre, l'IP Lait annonçait une baisse indicative du prix du lait de 4 ct./kg afin d'adapter les prix au marché. Cette baisse étant facultative, les distributeurs et les transformateurs étaient libres de la répercuter ou non. Ils ont opté pour la première solution. Coop et Migros viennent ainsi de baisser le prix du litre de lait pasteurisé de 5 centimes. Emmi, le principal groupe laitier de Suisse, a communiqué le 1er novembre une baisse de 2,2 centimes.

Une partie des producteurs ne se sentent plus représentés par une interprofession où dominant, selon eux, les intérêts de l'industrie. En septembre, la Fédération des producteurs suisses de lait (FPSL), qui représente 27000 exploitations, a claqué la porte de l'IP Lait. La situation du marché ne justifie aucunement selon elle une baisse de 4 ct./kg, jugée «insoutenable» et «inacceptable» au vu du niveau actuel des revenus des producteurs, qui ne cessent de diminuer. Un avis partagé par l'Union suisse des paysans (USP), pour qui une baisse supplémentaire du prix à la production serait «intenable». De plus, pour la FPSL, il est inconcevable que les producteurs de lait, qui paient déjà une taxe de 1 ct./kg pour financer l'écoulement des stocks de beurre afin de stabiliser le marché, doivent supporter en même temps une baisse du prix indicatif.

Aux yeux de l'USP et de la FPSL, la situation est claire: l'IP Lait n'est pas en mesure de prendre des décisions et n'atteint pas les objectifs fixés.

L'interprofession rétorque que, contrairement à ce que croient de nombreux producteurs, elle ne dirige pas le marché mais tente de trouver des solutions satisfaisantes pour tous ses acteurs. «Le prix de 68 centimes par kilo ne correspondait pas à la réalité du marché, il fallait l'adapter, explique Daniel Gerber, le gérant de l'IP Lait. Le problème, c'est qu'une majorité des producteurs ne veut pas accepter les conditions-cadres de la libéralisation. Beaucoup voudraient pouvoir influencer le marché.» Par ailleurs, affirme l'IP Lait, le fonds d'allégement du marché mis en place début septembre commence à déployer ses effets. Les stocks de beurre ont diminué de 1751 tonnes en six semaines. Au 24 octobre, ils se montaient à 7346 tonnes.

Le syndicat Uniterre, qui accuse l'IP Lait d'être gangrenée par l'industrie du lait, souhaite que la gestion des volumes soit confiée aux producteurs. «Le marché libre est en train de détruire l'agriculture suisse, explique Patrice Dubosson, président de la commission lait d'Uniterre. La situation est grave. Le revenu agricole baisse, et de plus en plus d'exploitations doivent fermer leurs portes. L'industrie ne prend pas ses responsabilités. Elle pousse à la production pour augmenter son

chiffre d'affaires et baisser les prix. Comme elle n'a pas les moyens d'écouler les volumes, les surplus de lait sont transformés en beurre, et les stocks s'accumulent, ce qui maintient une pression à la baisse sur les prix. Or nous avons besoin d'un prix qui couvre les coûts de production. Ceux-ci se montent à 1 fr./kg mais, pour beaucoup de paysans, une baisse de 4 centimes entraînera une chute du prix net au-dessous des 50 ct./kg, une situation intenable.»

Par ailleurs, les paiements directs ne compensent pas la baisse du prix du lait. «Le prix du lait tourne actuellement autour de 60 ct./kg, explique Christoph Grosjean, porte-parole de la FPSL. Les paiements directs représentent 15 à 20 centimes de plus, ce qui nous amène à environ 80 centimes. Il manque encore 20 centimes pour atteindre un prix qui couvre les coûts de production.»

De leur côté, les transformateurs rejettent les reproches qui leur sont faits. Lorenz Hirt, directeur de l'Association de l'industrie laitière suisse, rappelle que la FPSL n'est que l'une des dix organisations de producteurs représentées au sein du comité de l'IP Lait. Une majorité de ces organisations s'est montrée favorable à la baisse du prix indicatif du lait, remarque-t-il. De même, l'industrie n'a que cinq représentants au sein de ce comité, «soit 25% des voix», dit-il. «On ne peut pas dire que l'industrie domine l'IP Lait.» Enfin, l'importante quantité de stocks de beurre s'explique par «une forte production de lait et le fait que nous perdons des marchés un peu partout à cause du franc fort».

Faut-il revenir aux quotas laitiers, abandonnés en 2009? Uniterre ne le souhaite pas, mais veut militer pour une gestion des volumes par les producteurs. Il prépare une initiative parlementaire dans ce sens. La motion Aebi, déposée en juin 2010, demande également une régulation de droit privé du marché du lait par la FPSL. Le Conseil fédéral s'y est opposé, en arguant qu'une telle régulation reviendrait dans les faits à introduire un contingentement de droit privé avec le soutien de l'Etat. L'introduction d'une telle mesure serait en contradiction avec la décision du parlement de supprimer le contingentement laitier.